

Transmis pour information aux honorables membres de la

- Conférence des Présidents
- Commission des Pétitions
- Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Luxembourg, le 2 octobre 2019



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Le Ministre aux Relations avec le Parlement

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 2 août 2019

Personne en charge du dossier:
Jean-Luc Schleich
☎ 247 - 82954



SCL: PET 1285 – 968 / sp

Objet : Pétition n° 1285 – Congé familial pour enfant malade non hospitalisé âgé de 13 ans accomplis à 18 ans non accomplis.

Monsieur le Président,

Comme suite à la demande afférente de la Commission des Pétitions du 17 juillet 2019, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire relative à la pétition n° 1285 relative à l'objet sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre aux Relations
avec le Parlement
Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

Claude Meisch

**Prise de position du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire par rapport
à la pétition publique 1285**

Par sa pétition 1285, le pétitionnaire demande que l'article L.234-52 du Code du Travail soit modifié de manière à ce que le congé pour raisons familiales puisse être accordé aux parents dont l'enfant malade est âgé entre treize et dix-huit ans sans que la condition d'hospitalisation s'impose.

Il y a lieu de noter que malheureusement l'application pratique des nouvelles dispositions légales, introduites par la loi du 15 décembre 2017 portant modification des dispositions légales applicables en matière de congé pour raisons familiales, a montré que le nouveau dispositif est susceptible de ne pas couvrir certains cas de figure spécialement lourds à la satisfaction des personnes concernées.

Afin de remédier à cette situation, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire a élaboré un avant-projet de loi qui vise, entre autres, à supprimer dans certains cas la condition d'hospitalisation susmentionnée.

Cette modification devrait par conséquent offrir aux deux parents une meilleure flexibilité au niveau de l'organisation et ceci dans l'intérêt de l'enfant malade et des parents.